

Il y a évidemment d'autres problèmes qui ont besoin d'être étudiés, dont les deux suivants ne sont que des exemples:

Dévrant-on faire tenir compte de la variation des nécessités économiques des gens, selon les régions, et selon qu'ils vivent en milieu rural ou urbain ?

Quelles méthodes peuvent être mises au point pour s'assurer qu'une bonne base de citoyens soient encouragés à dispenser des services sociaux de toutes les façons possibles ? Pouvons-nous être sûrs que les organismes privées fournissent tous les services sociaux nécessaires chaque fois que cela est possible ?

Avec toute notre technologie moderne, nous semblons être incapables de régler de façon efficace nos problèmes sociaux ainsi que de résoudre la multitude et la complexité des causes sous-jacentes. Le Canada a besoin de structures sociales qui donneront à sa population le droit et

la possibilité de parvenir à un genre de bien-être économique et social minimum de base pour satisfaire ses besoins particuliers. Nous devons d'une manière ou d'une autre fonder l'organisation appropriée qui verra à établir des meilleures structures sociales et à les faire fonctionner pour que toute notre population vive mieux. A cet égard, nous estimons qu'une bonne partie du coût purement financier d'un régime approprié de bien-être ou de complémentarité du revenu pourrait et devrait être résolu en annulant les aspects universels de programmes tels que les allocations familiales et la pension de vieillesse, ainsi qu'en alliant ces régimes aux autres programmes actuels de services sociaux pour former un seul programme directement orienté vers ceux qui sont dans le besoin.

LA CHAMBRE DE COMMERCE DE SAINT-JEAN

Le président, Frederick J. Roderick
Le président du Comité de la santé et du bien-être, Peter Woods.